

COMBAT OUVRIER



Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire
en Martinique et en Guadeloupe
Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe
Pour la reconstruction de la IV^e Internationale

Supplément au mensuel

BI-HEBDOMADAIRE TROTSKYSTE PARAIT MERCREDI & SAMEDI

Samedi 11 janvier 1975

PRIX : 0,30 F

EDITORIAL GROSSE-MONTAGNE MORT POUR LE CAPITAL

Un travailleur vient de perdre la vie à l'usine de Grosse Montagne, victime d'un accident de travail.

Auguste Athanase est mort à l'âge de 59 ans ; il travaillait à l'usine depuis l'âge de 14 ans. Depuis ce temps là il suait le profit pour que les patrons s'enrichissent. Non seulement on lui volait tous les jours une partie du fruit de son travail comme c'est le cas pour tous les ouvriers, mais il a fallu qu'il laisse sa vie sur les lieux du travail, victime de l'insouciance et de l'incurie des patrons.

Et ce n'est pas le premier accident de travail qui se produit à Grosse Montagne. Il n'y a pas bien longtemps deux ouvriers qui nettoyaient une cuve à la soude devaient être gravement brûlés. L'un d'eux perdait un oeil dans l'affaire.

Dans l'accident qui a coûté la vie à l'ouvrier de Grosse Montagne, c'est un pont roulant qui a accroché un rouleau se trouvant non loin et dont le chapeau a basculé sur l'ouvrier pendant qu'il commandait le pont.

Si les conditions de sécurité étaient un des soucis les plus pressants de la direction, ce travailleur ne serait pas mort, car on aurait pu prendre le temps de déplacer les objets non-fixés qui se trouvaient à proximité du palan.

Mais la vie d'un travailleur, cela ne vaut pas cher pour un capitaliste et s'il faut prendre le temps de travail ou sur ses profits pour améliorer la sécurité il choisit plutôt le côté de son portefeuille.

Ce n'est pas seulement Grosse Montagne qui est en cause, c'est une situation qui est générale dans les systèmes actuels.

Il y a bien d'autres accidents du travail parfois de simples blessés, mais d'autres fois c'est plus grave, qui ne se savent même pas !

Ces seuls faits, cette situation suffiraient pour condamner une société qui est incapable de faire du travail autre chose qu'un risque permanent pour la santé, une servitude pesante que l'on accomplit sans joie et sans espoir de faire autre chose toute sa vie.

Pourtant c'est de ceux qui vivent dans ces conditions d'exploitation que devra sortir la solution aux problèmes que connaît la société actuelle, car c'est eux qui constituent la seule classe capable de libérer les exploités tout en libérant l'ensemble de la société de ses tares et de ses entraves.

MARTINIQUE :

CRISE DANS LE BATIMENT ET BLUFF DE LA PREFECTURE

La Préfecture de la Martinique vient de décider le déblocage de crédits pour la 2^e tranche de logement : en tout et pour tout 150 logements sont prévus.

Cette mesure est présentée comme une solution pour les ouvriers sans travail dans le bâtiment. Oh ! Certes quelques dizaines d'entre eux travailleront peut-être pendant quelques mois, mais et les centaines d'autres qui n'ont rien ? Qu'envisage-t-on pour eux ?

C'est vraiment se moquer du monde.

Rappelons que la première tranche décidée en novembre 1974 n'a pas permis de donner du travail aux ouvriers en bâti-

ment. Ce n'est donc qu'un bluff de plus, car en même temps la CFE (chantier Banque Royale du Canada) décide de licencier son personnel et la SEGPA met à la porte tous les ouvriers de Renéville, le seul chantier qui lui restait.

Contre cette politique d'étranglement

de la profession la plus importante de la Martinique, une lutte d'ensemble est nécessaire.

En premier lieu, il faut lutter contre les heures supplémentaires, ce qui permettra de donner du travail à d'autres. Mais bien plus c'est l'ensemble du travail de tous les chantiers qui doit être réparti entre tous les ouvriers du bâtiment, sans diminution des salaires.

Il est aussi possible d'exiger que les travaux de rénovation des quartiers insalubres et ils sont nombreux, soient entrepris. Il faut exiger que des crédits de logement plus importants soient déblocqués. L'état n'a qu'à prendre l'argent là où il se trouve : dans la poche des capitalistes.

Mais cela il ne le fera que si nous l'y contraignons par nos grèves, nos manifestations.

DRAGUIGNAN RECU DU TRIBUNAL MILITAIRE

Le mardi 7 janvier s'est déroulé le procès des trois soldats accusés d'être à l'origine de la manifestation de Draguignan le 10 septembre dernier. On se souvient que ce jour-là plus de 200 soldats avaient défilé dans les rues pour dénoncer l'arbitraire dont ils sont victimes dans les casernes. Des Antillais s'étaient joints à eux pour dénoncer en plus le racisme des galonnés.

Les trois soldats en question avaient déjà purgé quatre mois de prison. La justice militaire se préparait à faire un exemple pour mettre fin aux différentes manifestations qui ont lieu depuis quelques temps dans l'armée, parmi les soldats du contingent.

Au tribunal, c'est en fait la hiérarchie et les galonnés de toute sorte qui se sont trouvés en accusation. Des témoins présentés par eux se sont rangés du côté des accusés. De plus il y eut un peu partout en France des manifestations de soutien aux accusés. Et face à tout cela le tribunal permanent des forces armées ne put que reculer. Deux des accusés, Pelletier et Ravet ont été condamnés à 12 mois de prison dont 8 avec sursis. Taurus le Guadeloupéen a été acquitté. Si la hiérarchie militaire a reculé c'est bien à cause de la mobilisation qui a eu lieu autour de ce procès.

VIETNAM RIEN N'EST REGLÉ

L'offensive des forces de libération nationale du Vietnam dans la province de Phuoc-Long a brutalement rappelé au monde que la guerre du Vietnam n'était pas terminée.

Depuis les accords de Paris qui devaient soi-disant consacrer la paix au Vietnam, la guerre a, en réalité, continué tout aussi meurtrière. Les américains, au travers des accords de Paris n'ont rien réglé qu'une chose : leur départ. Ensuite, ils ont pris toutes les mesures nécessaires pour fournir le gouvernement de Thieu en canons, avions, bombes de toutes sortes et en "conseillers". En fait, la guerre n'a jamais cessé. La "pacification" du Sud-Vietnam s'est soldée par plus de 100.000 morts depuis deux ans ; on peut donc aisément évaluer ce que cela devait être au temps de la présence des forces militaires américaines.

Au delà des forces directement en guerre au Sud-Vietnam : Nord-Vienamiens-GRP d'une part, et troupes de Thieu d'autre part, ce sont les grandes puissances USA et URSS qui, comme toujours tirent les ficelles pour satisfaire leurs intérêts politiques internationaux, et ainsi restent les véritables maîtres du jeu politique mondial.

Mais il est des jeux politiques bien cruels et cyniques quand ils se font sur le dos de milliers de morts, de mutilés d'orphelins.

Liberté pour la Guyane

Depuis le 23 décembre 1974, huit militants anticolonialistes guyanais - appartenant respectivement au PSG (Parti Socialiste Guyanais), au MOGUYDE (Mouvement Guyanais de décolonisation) et l'UTG (Union des Travailleurs Guyanais) - sont déportés de Cayenne au bagne français de la Santé.

Ils sont inculpés d'atteinte à la Sécurité de l'Etat.

En réalité cette sauvage répression organisée par le gouvernement colonialiste français - comme au temps de la guerre d'Algérie, les habitants sont fouillés dès la tombée de nuit, les groupes de plus de cinq personnes sont interdits, les sièges des organisations syndicales et poli-

UN ASPECT DU SPORT

une sorte de tromperie contre la jeunesse.

Des dizaines de milliers de martiniquais ont applaudi la victoire pour la première fois en coupe de France d'une équipe martiniquaise lors du match Golden Star contre Melun.

Cette rencontre a été supervisée par quelques grands manitous du sport français. Car s'il y a une chose qui justement n'existe plus c'est l'esprit amateur. L'on verra à la fin de l'année quelques joueurs du Golden Star "tenter leur chance" en France comme justement le guadeloupéen Maillard qui jouait avec Melun ce mercredi. Cela seul montre ce que signifie le sport pour les "mécènes" du foot-ball français ou martiniquais : faire de l'argent sur le dos de la jeunesse.

QUAND "JUSTICE" UTILISE LA CALOMNIE

Le numéro de "Justice" daté du 2 janvier se signale par une hargne particulière envers les partisans de l'indépendance, et ne se contente pas de deux articles à les attaquer.

Et si dans un article sur la presse française et le voyage de Giscard, "Justice" annonce sans rire que "Le Monde" est un journal réactionnaire "gauchiste par anticommunisme" (sic), le journal du PCM, lui, par antigauchisme, va jusqu'à utiliser la calomnie.

C'est ainsi que prétendant que les Giscardiens ont recouvert de peinture tous les mots d'ordre d'opposition, sauf ceux de Cabort-Masson (ce qui est d'ailleurs faux) "Justice" affirme qu'il s'agissait "d'effrayer le peuple martiniquais" avec le mot d'ordre d'indépendance ! Et le journal poursuit : "c'est la preuve de la collusion de ce groupe avec la droite réactionnaire". De tels

arguments sont saccagés, où plus de 1 000 CRS gendarmes, sans compter les 800 légionnaires, quadrillent Cayenne, ville de 30 000 habitants - est un véritable complot monté contre les organisations anticolonialistes guyanaises qui luttent pour l'autodétermination et l'indépendance nationale de la Guyane.

En déportant les huit militants guyanais, on veut mettre un frein à toute idée d'émancipation du peuple guyanais.

Mais c'est une erreur de plus du colonialisme français.

En réalité, devant la cour de Sécurité de l'Etat, transformée en tribune, les organisations et les militants anticolonialistes sauront :

- faire le procès du colonialisme,
- mettre en accusation le gouvernement colonialiste français,
- se déclarer entièrement solidaires des camarades emprisonnés et mettront tout en oeuvre pour faire de ce procès celui du colonialisme et réaffirmer le droit à l'indépendance pour toutes les colonies françaises.

UEG, AGEM, GRS, Combat Ouvrier, Karata, PLR, PSU, UCF-ML, CIP, Révolution !, Lutte Ouvrière, Ligue Communiste Révolutionnaire.

Il faut dire que tout cela est un leurre pour la jeunesse, car pour un jeune qui pourra gagner sa vie dans le sport, combien végèteront et, la jeunesse en moins, se retrouveront plus tard comme à vingt ans.

En réalité le sport, dans une colonie, est largement utilisé pour étouffer encore plus et dévoyer les aspirations de la jeunesse.

Seule une société débarassée de la course au gain, au profit, permettra que le sport soit un libre exercice destiné à l'épanouissement corporel et à l'équilibre physique de l'individu.

arguments peuvent facilement être retournés contre n'importe qui en d'autres occasions, y compris contre le PCM lui-même. Cela ne fait qu'entrainer la confusion, alors que les travailleurs ont besoin non pas que les partis de gauche et d'extrême-gauche échangent des injures, mais des arguments politiques sérieux.

Meetings avec Arlette Laguiller

Notre camarade Arlette Laguiller sera aux Antilles dans quelques jours. Elle arrivera le samedi 18 janvier à 14 H.

Elle tiendra un meeting à la salle des fêtes des Abymes le Mardi 21 janvier à 19 H.

Le surlendemain, Vendredi 24, elle sera à la Martinique où elle tiendra un meeting à Fort-de-France.

LE COLONIALISME FOURBIT SES ARMES.

Depuis la venue de Giscard d'Estaing, le navire de guerre "Francis Garnier" est basé à Fort-de-France. La caractéristique de ce navire est d'être un transporteur de troupes. C'est ce qui a permis que des manoeuvres de débarquement aient lieu dans le nord de la Martinique.

On peut se demander contre qui le gouvernement capitaliste français fourbit ses armes à l'heure actuelle, comme il n'y a pas de danger que la Martinique se mette en guerre, il n'est nul doute que ces manoeuvres ont pour but de préparer l'armée colonialiste à lutter contre le peuple martiniquais, le cas échéant.

Voilà le but des forces coloniales ici : se préparer à contrer toute volonté de la population de mettre en cause la domination impérialiste de la France.

CAPESTERRE la désinvolture des patrons de la SCEFA

Depuis quelque temps la société bananière SCEFA à Capesterre ne paie presque jamais ses travailleurs à la date fixée.

C'est ainsi que la "quinzaine" du 2 janvier n'a pas été payée ce jour là. La direction prétextant ne pas avoir d'argent proposa de payer le lendemain 3. Et à la fin de la journée du 3 toujours pas de paye. On renvoya encore une fois au mardi 7. Le 7, encore une fois pas d'argent. Le lendemain 8 devant le mécontentement de tous les travailleurs la direction proposa de verser des acomptes de 50,00F. Tout le monde refusa à l'exception de quelques uns dont un délégué CFTD.

C'est alors que des travailleurs commencèrent à discuter de l'éventualité d'une grève de coupe pour le vendredi 10. Et comme par enchantement l'argent apparut le 9 au matin. A signaler que depuis le 3 on apercevait très peu de membres de la direction, ces gens qui précisément sont constamment derrière le dos des travailleurs pour les faire travailler plus.

En fait il a suffi que les travailleurs parlent de faire grève le jour de la coupe pour que la SCEFA trouve de l'argent.

Encore un exemple qui prouve que la force est le seul langage que les exploités de la SCEFA comprennent.

A NOS LECTEURS

Combat Ouvrier dans sa forme mensuelle au prix de 1F continue évidemment de paraître. L'édition présente est un supplément au mensuel qui nous permettra de donner plus souvent à nos lecteurs le point de vue des révolutionnaires sur l'actualité antillaise et internationale. elle paraîtra le mercredi et le samedi de chaque semaine.

Directeur de Publication : M.E. ZOZOR
Commission paritaire n° 51. 728
Ronéo du journal : Pointe-à-Pitre
Correspondence Gérard Beaujour
B.P. 214 P à P
B.P. 336 F d F
Supplément au N° 45